



Déclaration préalable FSU 88 – 11 juin 2024

Comité spécial d'administration départemental



Nous sommes réuni·es pour un comité spécial d'administration départemental, dans un contexte politique particulier sur lequel nous ne pouvons faire l'impassé.

Les résultats des élections européennes et la dissolution de l'Assemblée nationale annoncée juste après suscitent une forte inquiétude. L'extrême droite est incompatible avec les valeurs démocratiques et les revendications portées par la FSU et plus largement l'ensemble du mouvement syndical.

Les politiques, les idées et les pratiques de l'extrême droite fragmentent la société et ont des effets délétères sur le débat public. Qu'il s'agisse de l'emploi et du travail, des luttes contre les discriminations, de la vie dans des territoires fortement soumis aux inégalités, des services publics, à commencer par l'école publique, les politiques xénophobes, antisociales et violentes à l'égard des plus démuni·es n'épargnent aucun secteur de la société.

Nous refusons la banalisation d'un racisme quotidien mais aussi les conséquences désastreuses des politiques économiques et sociales menées, et pointons l'urgence d'agir ensemble pour conjurer l'arrivée de l'extrême droite aux plus hautes responsabilités du pays.

Sur beaucoup d'aspects, l'extrême droite peut remercier les gouvernements qui se succèdent depuis 2017, à commencer par le ministère de l'Éducation Nationale. La mise en avant d'un lexique violent (« choc » des savoirs), l'instauration du Service National Universel, coûteux et contesté, le projet d'instaurer le port de l'uniforme, l'assignation sociale orchestrée entre autres par le bac Blanquer, la labellisation des manuels scolaires inédites depuis la France de Vichy, les polémiques incessantes sur l'autorité, la stigmatisation de certaines populations *via* le port de l'abaya ou les menus halal... Tous ces éléments sont à la charge de l'exécutif, et nous n'avons cessé de les dénoncer, souvent en vain. À ce sujet, le mépris des corps intermédiaires, au premier rang desquels les organisations syndicales, est lui aussi éloquent.

Sur le choc des savoirs plus précisément, nous naviguons à vue, avec des textes qui paraissent tardivement et des changements réguliers. Les équipes de direction et les équipes pédagogiques sont dans le désarroi face à ce cadrage mouvant. Les formations réalisées par les IPR de Lettres et de Mathématiques réalisées dans les différents bassins ont souvent été vécues comme des tentatives de mise au pas. Nous continuons à dénoncer l'assignation sociale inhérente à ce projet, les groupes de niveaux dont toutes les études convergent pour montrer qu'ils creusent les inégalités, l'entrisme des entreprises de plus en plus précoce dans la scolarité... L'École publique n'a pas vocation à former des exécutant·es mais des citoyen·nes éclairé·es et critiques.

Dans le premier degré, alors que les collègues sont nombreuses et nombreux aux portes de l'épuisement professionnel, dans un contexte d'école inclusive sans moyens et de tensions sociales avec les parents ou la hiérarchie et que les besoins et solutions sont connues des enseignant·es (plus de RASED, moins d'élèves par classe comme les autres pays de l'OCDE, plus d'AESH mieux formées et rémunérées, formation continue sur temps de travail, revalorisation de tous les personnels...) les réponses du « choc des savoirs » sont totalement hors sujets et fortement teintées des idées réactionnaires d'extrême droite. L'imposition d'une méthode « de Singapour » sans aucune formation ni explication des collègues, l'évaluation systématique à tous les niveaux de classe, des nouveaux programmes écrits à partir des guides du ministère plutôt que la recherche, sont autant de mauvaises réponses qui vont encore plus détériorer l'École.

Nous continuerons à prendre toute notre part dans la construction de l'unité au côté de la société civile organisée, à porter nos propositions pour contribuer à bâtir une alternative sociale, féministe et écologiste aux antipodes de ce que porte l'extrême droite ainsi que des politiques néolibérales qui font son terreau depuis des années.

La FSU88, avec la CFDT88, la CGT88, Solidaires88 et l'UNSA88, appelle à se réunir samedi 15 juin place Foch à Épinal à 14h pour porter la nécessité d'alternatives de progrès pour le monde du travail.

Elle invite également à participer à la journée mondiale des réfugié·es à Saint-Dié, samedi 15 juin à partir de 14h.